



Arrest

nr. 229 493 van 28 november 2019
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat V. LURQUIN
Gentsesteenweg 1206
1082 SINT-AGATHA-BERCHEM

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de minister van Sociale Zaken en
Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Beninse nationaliteit te zijn, op 15 juli 2019 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie van 19 juni 2019 tot weigering van de afgifte van een visum.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de beschikking houdende de vaststelling van het rolrecht van 19 juli 2019 met refertenummer X.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 11 september 2019, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 4 oktober 2019.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken N. VERMANDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat M. KIWAKANA, die *loco* advocaat V. LURQUIN verschijnt voor de verzoekende partij, en van advocaat C. MUSSEN, die *loco* advocaten C. DECORDIER & T. BRICOUT verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Op 17 oktober 2018 dient de verzoekende partij een aanvraag in voor een visum op grond van artikel 10 en 10*bis* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet).

1.2. Op 19 juni 2019 neemt de gemachtigde van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie een beslissing tot weigering van de afgifte van een visum. Dit is de bestreden beslissing waarvan de motieven luiden als volgt:

“Wettelijke referenties:

Art. 10, §1er, al. 1, 4° van de wet van 15/12/1980

Beperkingen:

Betrokkene kan zich niet beroepen op de richtlijnen van Art. 10, §1er, al. 1, 4° of 5° of 10bis, §2, naargelang het geval, van de wet van 15/12/1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; gewijzigd door de wet van 08/07/2011; hij/zij is 18 jaar of ouder. ”

2. Over de rechtspleging

De verzoekende partij heeft binnen de in artikel 39/81, vierde lid van de Vreemdelingenwet voorziene termijn van 8 dagen, de griffie in kennis gesteld dat zij geen synthesesemorie wenst neer te leggen. Met toepassing van artikel 39/81, laatste lid van voormelde wet wordt de procedure voortgezet overeenkomstig het eerste lid.

3. Onderzoek van het beroep

3.1. In een eerste middel voert de verzoekende partij de schending aan van artikel 14 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950 en goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955 (hierna: het EVRM) in samenhang met artikel 8 van het EVRM.

3.1.1. De verzoekende partij zet haar eerste middel uiteen als volgt:

“L'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales pose une interdiction de discrimination sur base d'une série de motifs.

Cet article prévoit en effet que «La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

Privé d'existence indépendante, cet article doit toujours être invoqué en combinaison avec un droit ou une liberté dont le respect est garanti par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dès lors, lorsqu' une personne est discriminée sur base d'un motif prohibé par l'article 14 de la Convention dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée et familiale, l'article 14 doit être invoqué en combinaison de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'article 8 de la Convention prévoit que « 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.»

L'article 14, lu en combinaison avec ce dernier article, interdit qu'une personne soit discriminée dans l'exercice de ce droit que ce soit sur base de sa nationalité, âge, sexe, religion ou un des autres motifs prohibés par cet article.

En l'espèce, la requérante sollicite le bénéfice du regroupement familial en vue de rejoindre en Belgique, son père, ainsi que ses frères qui l'ont précédemment rejoint sous le bénéfice de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Ce bénéfice lui a toutefois été refusé en raison du fait qu'elle est âgée de 18 ans ou plus.

Il doit dès lors être admis que cette dernière est discriminée dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée et familiale et sur base de son âge, lequel figure parmi la liste critères prohibés par l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En effet sans qu'il ne soit fait égard au fait de savoir si l'intéressée est financièrement à charge da parent qu'elle souhaite rejoindre et donc économiquement dépendante et incapable de subvenir seule

à ses besoins, il est uniquement tenu compte que de son âge dans le traitement de sa demande de visa pour regroupement familial sur base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Celle-ci est donc différemment traitée qu'une personne mineure bien que sa situation soit in casu identique.

Cette différence de traitement est d'autant plus compréhensible que lorsque pareille demande est formulée sous le couvert de l'article 40bis ou 40ter de la même loi, il est à ce moment tenu, dans le traitement de la demande, non seulement de l'âge du demandeur mais également du fait de savoir si celui-ci est ou non financièrement à charge du parent qu'il souhaite rejoindre. Dans le cadre de cet article, l'enfant majeur à charge est assimilé à enfant mineur puisque leur situation est bien, dans les faits, identique.

Ce traitement différencié, selon que l'on se trouve sous le couvert de l'un ou l'autre article, est fréquemment dénoncé par la presse et les organismes protecteurs des droits des étrangers¹.

Toute différence de traitement ne consiste toutefois pas en une discrimination prohibée par l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales mais seule la différence de traitement injustifiée et disproportionnée

Si la différence de traitement opérée poursuit des objectifs posés par politique migratoire désireuse de limiter les flux d'étrangers sur le territoire belge, elle paraît injustifiée et disproportionnée en l'espèce.

En effet la requérante est âgée de 23 ans, financièrement dépendante de son père et incapable de subvenir seule aux besoins que le revenu professionnel de ce dernier est en mesure de satisfaire. A l'exception de sa sœur, laquelle poursuit les mêmes démarches que la requérante et ce pour des raisons identiques, sa famille est établie en Belgique. En ce sens, la décision attaquée entraîne une différence de traitement injustifiée, en ce qu'elle ne prête aucunement attention aux conséquences de l'espèce mais se borne à rejeter la demande de la requérante au seul motif qu'elle est âgée de 18 ans ou plus, et disproportionnée puisqu'elle entraîne une séparation à terme de la requérante avec sa famille en Belgique et s'apparente ainsi à une ingérence dans son droit au respect de sa vie privée et familiale. Pour ces raisons, il doit être admis que la décision attaquée viole européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales pris en combinaison avec l'article 8 de la même Convention."

3.2. In een tweede middel beroept de verzoekende partij zich op de schending van artikel 8 van het EVRM.

De verzoekende partij zet haar tweede middel uiteen als volgt:

"Comme précédemment souligné, l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose que « 1. Toute personne a droit à respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. 2 n ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

A cet égard le Conseil du Contentieux des Etrangers a rappelé dans un arrêt n°74 258 du 31 janvier 2012, que dans l'hypothèse d'une première demande, il ne peut être considéré qu'il y a ingérence dans le respect de la vie privée du requérant, et ajoute que « dans ce cas , la Cour EDH considère qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et développer la vie privée et /ou familiale (Cour EDH, 28 novembre 1996, Ahmut c. Pays-Bas, § 63 ; Cour EDH, 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer c. Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance, que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 CEDH (Cour EDH, 17 octobre 1986, Rees c. Royaume-Uni, § 37)».

S'agissant de la première demande de la requérant, il existe en l'espèce une obligation positive dans le chef de l'Etat belge de lui offrir les moyens lui permettant de maintenir ou développer sa vie privée et familiale en Belgique.

Comme précédemment relevé, le père et les frères de la requérante se trouvent en Belgique S'y trouve également sa belle-mère, Madame Chouaikh Nacera, en couple avec le père de la requérant depuis 2010, laquelle a ouvert à ce dernier le bénéfice du regroupement familial. Ces derniers vivent ensemble depuis 2010 et ont, en 2012 contacté un partenariat durable et stable sous la forme d'une déclaration de cohabitation. Ils vivent depuis 2010 avenue de Floréal 2 à 1180 Uccle. Depuis le

16 novembre 2018, date à laquelle un titre de séjour leur fut accordé, les frères de la requérante vivent également à cette adresse.

La requérante projette d'y vivre également.

Au regard de ces informations, il doit être admis que la requérante a bien une vie privée et familiale en Belgique. Dès lors, la décision attaquée en ce qu'elle rejette la demande de visa de la requérante consiste en une violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales puisque par cette décision, l'Etat manque d'offrir à la requérante les moyens lui permettant de maintenir sa vie privée et familiale en Belgique et méconnaît donc les obligations qui lui incombent sous le couvert dudit article."

3.3. Het eerste en het tweede middel worden hieronder omwille van hun inhoudelijke verwevenheid gezamenlijk behandeld.

3.3.1. De verzoekende partij betoogt dat indien een persoon gediscrimineerd wordt op grond van redenen verboden door artikel 14 van het EVRM in de uitoefening van haar recht op het respect voor het privé- en gezinsleven, artikel 14 van het EVRM ingeroepen dient te worden samen met artikel 8 van het EVRM. Zij stelt dat voormelde bepalingen samen gelezen verbieden dat een persoon gediscrimineerd wordt in de uitoefening van voornoemd recht op grond van de nationaliteit, leeftijd, geslacht, religie of andere redenen verboden door artikel 14 van het EVRM. Zij wijst erop dat zij gezinshereniging heeft aangevraagd om haar vader en broers, die eerder beroep hebben gedaan op artikel 10 van de Vreemdelingenwet, te vergezellen en vervolgt dat dit voordeel haar werd geweigerd op grond van het feit dat zij 18 jaar of ouder is. Zij meent dan ook dat moet erkend worden dat zij gediscrimineerd wordt in de uitoefening van haar recht op het respect voor haar privé- en gezinsleven op grond van haar leeftijd, wat voorkomt op de lijst van de criteria verboden door artikel 14 van het EVRM. Zonder dat er nagegaan wordt of zij financieel ten laste is van de ouder die zij wenst te vervoegen en aldus economisch afhankelijk en in de onmogelijkheid om in haar onderhoud te voorzien, wordt enkel rekening gehouden met haar leeftijd bij het behandelen van haar visumaanvraag op grond van artikel 10 van de Vreemdelingenwet. Zij stelt dat zij aldus verschillend wordt behandeld t.a.v. een minderjarige hoewel haar situatie identiek is. Zij meent dat dit verschil in behandeling des te meer onbegrijpelijk is daar bij een vergelijkbare vraag geformuleerd onder de artikelen 40bis en 40ter van de Vreemdelingenwet, wel rekening gehouden wordt niet alleen met de leeftijd maar ook met de vraag of deze persoon al dan niet financieel afhankelijk is van de ouder die zij wenst te vervoegen, dat in het kader van deze bepalingen het meerderjarig kind ten laste gelijkgesteld wordt met het minderjarig kind daar hun situatie, in de feiten, identiek is. Zij stelt dat het verschil in behandeling, naargelang men zich bevindt in het ene of andere geval, veelvuldig bekritiseerd is geweest in de pers en door organisaties ter bescherming van vreemdelingenrechten. De verzoekende partij vervolgt dat niet elke discriminatie verboden is door artikel 14 van het EVRM maar enkel het verschil in behandeling dat niet gerechtvaardigd en disproportioneel is. Als het verschil in behandeling gebaseerd is op de doelstelling gesteld door de migratiepolitiek waarbij het wenselijk wordt geacht om de vreemdelingenstroom op het Belgische grondgebied te beperken, lijkt dit niet gerechtvaardigd en disproportioneel in deze. Zij wijst erop dat zij 23 jaar is en financieel afhankelijk van haar vader en in de onmogelijkheid om in haar eigen behoeften te voorzien, wat wel kan door de professionele inkomsten van haar vader. Zij wijst erop dat met uitzondering van haar zus, welke dezelfde stappen neemt als zij en voor dezelfde redenen, haar familie zich in België bevindt. Zij meent dan ook dat de bestreden beslissing een verschil in behandeling inhoudt dat niet gerechtvaardigd is in die zin dat zij geen aandacht besteedt aan de gevolgen maar zich beperkt tot het verwerpen van de aanvraag op de enkele grond dat zij 18 jaar of ouder is, en disproportioneel daar het een scheiding teweegbrengt met haar familie in België en dus een inmenging vormt op haar gezins- en privéleven.

Voorts betoogt de verzoekende partij, betreffende artikel 8 van het EVRM, dat het een eerste aanvraag betreft en er dus een positieve verplichting bestaat in hoofde van de verwerende partij om haar de mogelijkheid te geven om haar privé- en familieleven in België op te bouwen of verder te zetten. Zij wijst erop dat haar vader en broers zich in België bevinden, dat ook haar stiefmoeder zich in België bevindt en dit samen met haar vader sinds 2010, dat haar stiefmoeder het recht op gezinshereniging voor haar vader heeft geopend, dat deze laatsten samen wonen sinds 2010 en in 2012 een wettelijke samenwoning hebben afgesloten. Zij wijst erop dat haar broers sinds 16 november 2018, datum waarop zij een verblijfstitel ontvingen, ook op het adres wonen van haar vader en stiefmoeder. Zij wil daar ook gaan wonen. Zij meent dat met het oog op deze informatie moet erkend worden dat zij wel degelijk een privé- en gezinsleven heeft op het Belgische grondgebied. Zij meent dan ook dat de bestreden beslissing een schending vormt van artikel 8 van het EVRM doordat de verwerende partij haar niet de mogelijkheid biedt om haar gezins- en privéleven verder te zetten in België en aldus haar verplichtingen die voortvloeien uit voormelde bepaling miskent.

3.3.2. Artikel 8 van het EVRM bepaalt als volgt:

"1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

Rekening houdend met het feit enerzijds dat de vereiste van artikel 8 van het EVRM, net zoals die van de overige bepalingen van het EVRM, te maken heeft met waarborgen en niet met de loutere goede wil of met praktische regelingen (EHRM 5 februari 2002, *Conka/België*, § 83), en anderzijds dat dit artikel primeert op de bepalingen van de Vreemdelingenwet (RvS 22 december 2010, nr. 210.029), is het de taak van de administratieve overheid om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan hij kennis heeft of zou moeten hebben.

Uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna: het EHRM) volgt dat bij de belangenafweging in het kader van het door artikel 8 van het EVRM beschermde recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven een "fair balance" moet worden gevonden tussen het belang van de vreemdeling en diens familie enerzijds en het algemeen belang van de Belgische samenleving bij het voeren van een migratiebeleid en het handhaven van de openbare orde anderzijds. Daarbij moeten alle voor die belangenafweging van betekenis zijnde feiten en omstandigheden kenbaar worden betrokken.

De Raad oefent slechts een wettigheidscontrole uit op de bestreden beslissing. Bijgevolg gaat de Raad na of de verwerende partij alle relevante feiten en omstandigheden in haar belangenafweging heeft betrokken.

Deze maatstaf impliceert dat de Raad niet de bevoegdheid bezit om zijn eigen beoordeling in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. Bijgevolg kan de Raad niet zelf de belangenafweging doorvoeren maar gaat hij na of het bestuur niet op kennelijk onredelijke wijze of in strijd met de voorhanden zijnde feitelijke gegeven van de zaak tot de bestreden beslissing is gekomen (RvS 26 januari 2016, nr. 233.637; RvS 26 juni 2014, nr. 227.900).

3.3.3. Het waarborgen van een recht op respect voor het privé- en/of familie- en gezinsleven, veronderstelt het bestaan van een privé- en/of familie- en gezinsleven, dat beschermingswaardig is onder artikel 8 van het EVRM. Dit privé- en/of familie- en gezinsleven dient te bestaan op het moment van de bestreden beslissing.

Artikel 8 van het EVRM definieert het begrip 'familie- en gezinsleven' noch het begrip 'privéleven'. Beide begrippen zijn autonome begrippen, die onafhankelijk van het nationale recht dienen te worden geïnterpreteerd. De beoordeling of er al dan niet sprake is van een familie- of gezinsleven is in wezen een feitenkwestie die afhankelijk is van de aanwezigheid van effectief beleefde nauwe persoonlijke banden (EHRM 12 juli 2001, *K. en T./Finland* (GK), § 150; EHRM 2 november 2010, *Şerife Yiğit/Turkije* (GK), § 93). Het begrip 'privéleven' wordt evenmin gedefinieerd in artikel 8 van het EVRM. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna: EHRM) benadrukt dat het begrip 'privéleven' een ruime term is en dat het mogelijk noch noodzakelijk is om er een exhaustieve definitie van te geven (EHRM 16 december 1992, *Niemietz/Duitsland*, § 29; EHRM 27 augustus 2015, *Parrillo/Italië* (GK), § 153). De beoordeling of er sprake kan zijn van een privéleven is ook een feitenkwestie.

3.3.4. In het verzoekschrift beroept de verzoekende partij zich op haar gezinsleven met haar broers en haar vader, die allen met haar stiefmoeder, op hetzelfde adres wonen in België. Zij verduidelijkt dat haar vader en haar stiefmoeder sinds 2010 in België samenwonen en dat zij in 2012 een wettelijke samenwoning hebben afgesloten. Zij wijst erop dat haar broers sinds 16 november 2018, datum waarop zij een verblijfstitel ontvingen, ook op het adres wonen van haar vader en stiefmoeder. Zij wil daar ook gaan wonen. De verzoekende partij betoogt dat zij 23 jaar is en financieel afhankelijk van haar vader en in de onmogelijkheid is om in haar eigen behoeften te voorzien, wat wel kan door de professionele

inkomsten van haar vader. Zij wijst erop dat met uitzondering van haar zus, welke dezelfde stappen neemt als zij en voor dezelfde redenen, haar familie zich in België bevindt.

3.3.5. De Raad wijst erop dat artikel 8 van het EVRM enkel effectief beleefde nauwe persoonlijke banden beoogt. De bescherming die deze bepaling biedt heeft hoofdzakelijk betrekking op het kerngezin (EHRM 9 oktober 2003, *Slivenko/Letland* (GK), § 94). Dit gezin is beperkt tot de ouders en de kinderen, en kan slechts zeer uitzonderlijk worden uitgebreid naar andere naaste familieleden die een belangrijke rol kunnen spelen binnen het gezin. Daar waar de gezinsband tussen partners, alsook tussen ouders en minderjarige kinderen wordt verondersteld, ligt het anders in de relatie tussen ouders en meerderjarige kinderen en broers en zussen. Opdat in het bijzonder een relatie tussen broers en zussen en tussen ouders en meerderjarige kinderen, onder de bescherming van artikel 8 van het EVRM kan vallen, zijn er bijkomende elementen van afhankelijkheid vereist die anders zijn dan de gewone affectieve en emotionele banden (EHRM 15 oktober 2003, nr. 52206/99, *Mokrani v. Frankrijk*, par. 33) (EHRM 13 februari 2001, nr. 47160/99, *Ezzouhdi v. Frankrijk*, par. 34). Deze bijkomende elementen kunnen onder meer zijn het samenwonen, de financiële afhankelijkheid, lichamelijke, psychische of medische afhankelijkheid en de reële banden tussen betrokkenen.

Aldus volgt uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna: het EHRM) dat in beginsel de relatie tussen ouders en meerderjarige kinderen en tussen broers en zussen enkel onder de bescherming van artikel 8 van het EVRM valt indien het bestaan van bijkomende elementen van afhankelijkheid, andere dan de gewoonlijke affectieve banden, wordt aangetoond (EHRM 15 juli 2003, *Mokrani/Frankrijk*, § 33; eveneens: EHRM 2 juni 2015, *K.M./Zwitserland*, § 59; EHRM 12 januari 2010, nr. 47486/06, *A.W. Khan v. Verenigd Koninkrijk*, par. 32; EHRM 15 mei 2012, nr. 16567/10, *Nacic e.a. v. Zweden*, par. 76).

De verzoekende partij, die 23 jaar is, toont geen bijkomende elementen van afhankelijkheid aan. Zij beperkt zich tot de loutere bewering dat zij financieel afhankelijk is van haar vader en in de onmogelijkheid verkeert om in haar eigen behoeften te voorzien, doch legt hiervan geen enkel bewijs voor bij haar verzoekschrift. Ten aanzien van haar broers en stiefmoeder worden de banden niet verduidelijkt. Ook uit de stukken van het administratief dossier blijkt niet dat de verzoekende partij voor het nemen van de bestreden beslissing stukken heeft aangebracht die bijkomende elementen van afhankelijkheid kunnen aantonen ten aanzien van haar vader, stiefmoeder of broers, andere dan de gewoonlijke affectieve banden. Het loutere feit dat zij wenst bij haar vader en stiefmoeder te gaan inwonen in België, doet aan voormelde vaststellingen geen afbreuk.

Het EHRM heeft evenwel ook geoordeeld dat de banden tussen jongvolwassenen die nog geen eigen gezin hebben gesticht en hun ouders of andere naaste familieleden eveneens een beschermingswaardig 'gezinsleven' kunnen uitmaken (EHRM 23 juni 2008, *Maslov/Oostenrijk* (GK), 62; EHRM 14 juni 2011, *Osman/Denemarken*, § 55). Met andere woorden, bij jongvolwassenen die geen eigen gezin hebben gesticht, wordt de eis van "*bijkomende elementen van afhankelijkheid*" niet meer dwingend gesteld wanneer er voldoende hechte en effectief beleefde banden zijn tussen de jongvolwassene en zijn ouders, bijvoorbeeld wanneer de jongvolwassene nog bij zijn ouders verblijft en het gezin nog nooit heeft verlaten.

In casu kan echter bezwaarlijk gesproken worden van voldoende hechte en effectief beleefde banden tussen de verzoekende partij en haar vader (en stiefmoeder), daar haar vader samen met haar stiefmoeder, volgens haar eigen verklaringen, reeds sinds 2010 in België verblijft en zij aldus minstens sinds 2010 niet meer samenwoont of samenleeft met haar vader (en stiefmoeder) en daar zij geen bewijzen bijbrengt, en deze ook niet blijken uit het administratief dossier, die betrekking hebben op de relatie tussen haar en haar vader (en stiefmoeder). De verzoekende partij toont dan ook niet aan dat zij als jongvolwassene op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing nog steeds een gezinscel vormde met haar vader (en stiefmoeder). De band tussen haar en haar vader (en stiefmoeder) kan dan ook niet beschouwd worden als een beschermingswaardig gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM. Het loutere feit dat zij wenst bij haar vader en stiefmoeder te gaan inwonen in België, doet aan voormelde vaststellingen geen afbreuk.

3.3.6. Een beschermingswaardig gezins- of familieleven met haar vader (en stiefmoeder) of haar broers in de zin van artikel 8 van het EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.

3.3.7. Gezien de verzoekende partij geenszins aantoonde dat er sprake is van voldoende hechte en effectief beleefde banden met haar vader (en stiefmoeder) en broers, en dit ook niet blijkt uit het

administratief dossier, maakt zij evenmin een privéleven gebaseerd op deze familiebanden, aannemelijk.

3.3.8. De verzoekende partij toont niet aan dat er op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing sprake was van een beschermingswaardig gezins- of privéleven met haar vader (en stiefmoeder) en/of haar broers. Bijgevolg diende de gemachtigde geen belangenafweging te maken tussen de verschillende belangen nu de eerste vereiste voor het beoordelen van een mogelijke schending in de zin van artikel 8 van het EVRM het bestaan van een effectief gezinsleven of privéleven in de zin van artikel 8 van het EVRM is.

Gelet op voormelde vaststellingen kan de verzoekende partij niet dienstig betogen dat er conform artikel 8 van het EVRM een positieve verplichting bestaat in hoofde van de verwerende partij om haar de mogelijkheid te geven om haar privé- en familieleven in België op te bouwen of verder te zetten.

3.3.9. Een schending van artikel 8 van het EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.

3.3.10. Betreffende de ingeroepen schending van artikel 14 van het EVRM, stelt de Raad vast dat het onderscheid in de wet is voorzien en niet onevenredig is, daar bij minderjarigen rekening wordt gehouden met de bijzondere band van afhankelijkheid tussen jonge kinderen en hun ouders. Bij een meerderjarige kan verwacht worden dat deze persoon reeds in het herkomstland een eigen zelfstandig leven en/of een affectief netwerk heeft kunnen opbouwen. Zelfs in geval die banden met het affectief netwerk in het land van herkomst niet kunnen gelijkgesteld worden met de verwantschapsbanden die haar met haar rechtstreekse bloedverwanten in de opgaande lijn verbinden, blijft het niettemin een feit dat voor een meerderjarige de permanente aanwezigheid (op hetzelfde grondgebied) van haar ouders, *in casu* de vader van de verzoekende partij, voor haar minder noodzakelijk is dan voor een minderjarige. Bovendien is het voor de verzoekende partij mogelijk om te verzoeken om een kort verblijf met het oog op een familiebezoek of om een lang verblijf om humanitaire redenen conform artikel 9 van de Vreemdelingenwet. Er is derhalve geen onevenredige aantasting van het beginsel van niet-discriminatie doordat aan de verzoekende partij, meerderjarig kind van een derdelander (Beninse nationaliteit) die over een verblijfsrecht (F+ kaart) beschikt in België, geen verblijfstitel in het kader van gezinshereniging op grond van artikel 10 en 10bis van de Vreemdelingenwet kan worden verleend. (*cfr.* GwH 26 september 2013, nr. 121/2013, B.54.2.)

In zoverre de verzoekende partij meent dat er een discriminatie bestaat tussen minderjarigen en meerderjarigen die financieel afhankelijk zijn van hun ouders, daar zij zich in dezelfde situatie bevinden en er geen gerechtvaardigde en proportionele reden bestaat voor het verschil in behandeling, dat bij het behandelen van een visumaanvraag op grond van artikel 10 van de Vreemdelingenwet enkel wordt rekening gehouden met haar leeftijd en niet wordt nagegaan of zij financieel ten laste is van de ouder die zij wenst te vervoegen en aldus economisch afhankelijk en in de onmogelijkheid om in haar onderhoud te voorzien, toont zij geenszins aan welk belang zij heeft bij haar betoog. Immers heeft zij niet aangetoond dat zij zich kan beroepen op een beschermingswaardig gezinsleven met haar vader (en stiefmoeder). Zij toont geenszins aan dat zij financieel afhankelijk is van haar vader of dat er bijzondere banden van afhankelijkheid bestaan ten aanzien van haar vader, noch toont zij aan dat zij zich als jongvolwassene kan beroepen op een beschermingswaardig gezinsleven met haar vader daar sinds 2010 het gezinsleven met haar vader verbroken is. Bovendien, het weze herhaald, kan bij meerderjarige kinderen verwacht worden dat zij reeds in het herkomstland een eigen zelfstandig leven en/of een affectief netwerk hebben kunnen opbouwen. *In casu* blijkt dit overigens ook uit de beschikbare gegevens, daar zij zich zonder haar vader en met haar zus in het land van herkomst bevindt en dit minstens sinds 2010. Het feit dat haar zus dezelfde stappen onderneemt als zij zelf, doet aan deze vaststelling geen afbreuk.

3.3.11. De verzoekende partij betoogt nog dat dit verschil in behandeling des te meer onbegrijpelijk is daar bij een vergelijkbare vraag geformuleerd onder de artikelen 40bis en 40ter van de Vreemdelingenwet, wel rekening gehouden wordt, niet alleen met de leeftijd maar ook met de vraag of deze persoon al dan niet financieel afhankelijk is van de ouder die zij wenst te vervoegen, dat in het kader van deze bepalingen het meerderjarig kind ten laste gelijkgesteld wordt met het minderjarig kind daar hun situatie, in de feiten, identiek is.

Wat het voorzien van strengere normen bij een gezinshereniging met een derdelander dan bij een gezinshereniging met een Belg of een burger van de Unie betreft, kan worden verwezen naar het arrest

met nummer 46/2006 van het Arbitragehof, thans Grondwettelijk Hof, van 22 maart 2006. Hierin wordt onder meer het volgende gesteld:

“B.9. Dat verschil in behandeling berust op een objectief criterium : de nationaliteit van de echtgenoot bij wie men zich vervoegt. In het eerste geval gaat het om een niet-E.G.-onderdaan, in het tweede om een Belg of een E.G.-onderdaan.

De lidstaten van de Europese Unie vormen een gemeenschap die een specifieke rechtsorde heeft en een eigen burgerschap heeft ingesteld dat door een aantal rechten en plichten wordt gekenmerkt. Een verschil in behandeling dat is gebaseerd op het lidmaatschap van die gemeenschap die aan de onderdanen van een lidstaat ervan voordelen toekent op basis van wederkerigheid, berust op een objectief criterium.

B.10. Het verschil in behandeling houdt verband met de door de wetgever nagestreefde doelstelling, die erin bestaat de immigratie af te remmen en toch rekening te houden met de toestand van vreemdelingen die banden hebben met Belgen of E.G.-onderdanen. Met die doelstelling is niet strijdig dat de gezinshereniging van twee vreemde echtgenoten aan strengere voorwaarden wordt onderworpen dan de gezinshereniging van twee echtgenoten van wie er één Belg of E.G.-onderdaan is.”

In gelijkaardige zin kan ook worden verwezen naar het recentere arrest van het Grondwettelijk Hof van 26 juni 2008 met nummer 95/2008, naar aanleiding van de vraag tot vernietiging van de regeling ingeschreven in artikel 10bis, §2 van de Vreemdelingenwet op grond waarvan enkel derdelanders gehouden zijn tot het voorleggen van een bewijs van voldoende huisvesting:

“B.46. Het verschil in behandeling met betrekking tot het vereiste te beschikken over voldoende huisvesting, tussen vreemdelingen afkomstig uit een lidstaat van de Europese Unie en niet-Europese vreemdelingen berust op een objectief criterium. De lidstaten van de Europese Unie vormen een gemeenschap die een specifieke rechtsorde heeft en een eigen burgerschap heeft ingesteld dat door een aantal rechten en plichten wordt gekenmerkt. Een verschil in behandeling dat is gebaseerd op het lidmaatschap van die gemeenschap die aan de onderdanen van een lidstaat ervan voordelen toekent op basis van wederkerigheid, berust op een objectief criterium.

Het verschil in behandeling houdt verband met de door de wetgever nagestreefde doelstelling, die erin bestaat de immigratie af te remmen en toch rekening te houden met de toestand van vreemdelingen die banden hebben met andere vreemdelingen die zijn gemachtigd tot een verblijf in het Rijk. Met die doelstelling is het niet strijdig dat de gezinshereniging tussen vreemdelingen die geen onderdaan zijn van de Europese Unie, aan strengere voorwaarden wordt onderworpen dan de gezinshereniging van vreemdelingen die onderdaan zijn van de Europese Unie. Zo heeft één van de basisbeginselen die het Europese burgerschap kenmerkt, namelijk het vrij verkeer van personen, ertoe geleid dat de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004, die onder meer betrekking heeft op het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, anders dan artikel 7, lid 1, onder a), van de Gezinsherenigingsrichtlijn, geen enkele mogelijkheid biedt om een voorwaarde inzake voldoende huisvesting te stellen.

De bestreden bepalingen zijn derhalve objectief en redelijk verantwoord in zoverre zij een verschil in behandeling in het leven roepen tussen vreemdelingen die onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie, en andere vreemdelingen.”

Zie in gelijkaardige zin: het arrest nummer 4/96 van het Arbitragehof, thans Grondwettelijk Hof, van 9 januari 1996.

Uit bovenstaande rechtspraak blijkt dat zowel het vroegere Arbitragehof als het huidige Grondwettelijk Hof reeds in algemene termen heeft gesteld dat het redelijk en objectief verantwoordbaar is om de gezinshereniging tussen vreemdelingen die geen onderdaan zijn van de Europese Unie aan strengere voorwaarden te onderwerpen dan de gezinshereniging van vreemdelingen die onderdaan zijn van de Europese Unie of dan de gezinshereniging met een Belgische onderdaan. Deze rechtspraak is naar analogie toepasbaar op de situatie zoals geschetst door de verzoekende partij.

3.3.12. Een schending van artikel 14 van het EVRM in samenhang met artikel 8 van het EVRM, wordt niet aannemelijk gemaakt.

Het eerste en het tweede middel zijn ongegrond.

3.4. In een derde middel beroept de verzoekende partij zich op de schending van de formele motiveringsplicht en van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen (hierna : de wet van 29 juli 1991).

De verzoekende partij zet haar derde middel uiteen als volgt:

“Le principe de motivation formelle des actes administratifs commande que tout acte administratif repose sur des motifs de droit et de fait qui lui servent de fondement et qui puissent être portés à la connaissance de l'administré à l'encontre duquel cet acte est pris.

Ce principe est formalisé dans les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

Le premier de ces articles, dispose que « Les actes administratifs des autorités administratives visées à l'article premier doivent faire l'objet d'une motivation formelle », le second que « La motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate ».

En l'espèce, la décision attaquée rejette sa demande de visa de la requérante au motif que celle-ci est âgée « de 18 ans ou plus ». aucune autre explication n'est donnée à la requérante dans cette décision de rejet. Il ne lui a notamment pas été expliqué pourquoi le fait que cette dernière soit à charge de son père n'a pas été pris en considération par la partie adverse dans l'examen de sa demande.

La requérante éprouve donc des difficultés à identifier les considérations de fait et de droit servant de fondement à la décision attaquée.

Dès lors dans la mesure où la décision attaquée ne prête aucunement attention aux circonstances de l'espèce mais se borne à rejeter la demande de la requérante sur base d'un motif générique, il doit être admis que cette décision n'est pas pourvue d'une motivation adéquate et viole le principe de motivation formelle des actes administratifs ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.”

3.5. In een vierde middel voert de verzoekende partij de schending aan van de beginselen van behoorlijk bestuur, van het zorgvuldigheidsbeginsel en van het algemeen beginsel “de gestion consciente”.

Het vierde middel wordt door de verzoekende partij toegelicht als volgt:

“Les principes généraux de bonne administration, de préparation avec soin des décisions administratives et de gestion consciente commande que chaque demande formulée de la part d'un administré en matière de séjour soit traitée par les autorités administratives compétentes de manière consciencieuse, en ayant égard à l'ensemble des circonstances litigieuses et s'abstenant de recourir à des raisonnements stéréotypés et non motivés.

En l'espèce en qu'elle ne tient pas compte du fait que la requérante soit, malgré son âge, financièrement à charge de son père et que sa famille se trouve en Belgique mais qu'elle se borne à rejeter sa demande sur base d'une seule phrase concise la décision attaquée ne tient pas compte de toutes les circonstances propres au cas d'espèce et viole les principes généraux de bonne administration, de préparation avec soin des décisions administratives et de gestion consciente.”

3.6. Het derde en vierde middel worden hieronder omwille van hun inhoudelijke verwevenheid gezamenlijk behandeld.

3.6.1. De verzoekende partij betoogt dat *in casu*, de bestreden beslissing de visumaanvraag verwerpt op het motief dat zij 18 jaar is of ouder en dat geen enkele andere uitleg wordt gegeven, dat niet wordt uitgelegd waarom het feit dat zij ten laste is van haar vader niet in overweging werd genomen door de verwerende partij bij het onderzoek naar haar aanvraag. Zij meent dan ook dat zij moeilijkheden ondervindt om de juridische en feitelijke overwegingen te kennen die aan de grondslag van de bestreden beslissing liggen. De verzoekende partij meent dan ook dat in de mate de bestreden beslissing geen aandacht besteedt aan de omstandigheden van de zaak maar zich beperkt tot het verwerpen van de aanvraag op grond van een generiek motief, aangenomen moet worden dat de bestreden beslissing niet voorzien is van een adequate motivering. Voorts meent de verzoekende partij dat bij het nemen van de bestreden beslissing rekening dient gehouden te worden met de omstandigheden van de zaak en de verwerende partij zich dient te onthouden van stereotiepe en niet gemotiveerde overwegingen. Zij meent dat de verwerende partij *in casu* geen rekening houdt met het feit dat zij, ondanks haar leeftijd, financieel ten laste is van haar vader en haar familie zich in België

bevindt, maar zich beperkt tot het verwerpen van de aanvraag op grond van een beknopte zin, dat geen rekening wordt gehouden met de omstandigheden eigen aan de zaak.

3.6.2. Betreffende de aangevoerde schending van het zorgvuldigheidsbeginsel, wijst de Raad erop dat voormeld beginsel van behoorlijk bestuur de overheid de verplichting oplegt haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenvinding (RvS 14 februari 2006, nr. 154.954; RvS 2 februari 2007, nr. 167.411). Het respect voor de zorgvuldigheidsplicht houdt derhalve in dat de administratie bij het nemen van een beslissing moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken.

De uitdrukkelijke motiveringsplicht zoals neergelegd in de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 heeft tot doel de bestuurde, zelfs wanneer een beslissing niet is aangevochten, in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid ze heeft genomen, zodat kan worden geoordeeld of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt. Voornoemde artikelen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een “afdoende” wijze. Het begrip “afdoende” impliceert dat de opgelegde motivering in rechte en in feite evenredig moet zijn aan het gewicht van de genomen beslissing. Het begrip “afdoende” impliceert dat de opgelegde motivering in rechte en in feite evenredig moet zijn aan het gewicht van de genomen beslissing (RvS 6 september 2002, nr. 110.071; RvS 21 juni 2004, nr. 132.710).

De bestreden beslissing moet duidelijk de determinerende motieven aangeven op grond waarvan de bestreden beslissing genomen is.

In casu stelt de Raad vast dat de bestreden beslissing duidelijk het determinerend motief aangeeft op grond waarvan deze werd genomen. In de motivering van deze beslissing wordt verwezen naar de juridische grondslag, met name artikel 10, §1, eerste lid, 4° of 5° of artikel 10bis, §2 van de Vreemdelingenwet. De gemachtigde verduidelijkt dat de verzoekende partij zich niet op deze bepalingen kan beroepen daar zij 18 jaar is of ouder.

Gelet op voorgaande vaststellingen kan de verzoekende partij niet ernstig voorhouden dat de juridische en feitelijke gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken.

Indien een beslissing gemotiveerd is met algemene overwegingen of zelfs een voorbeeld zou zijn van een gestandaardiseerde, stereotiepe en geijkte motivering, betekent dit louter feit op zich nog niet dat de bestreden beslissing niet naar behoren gemotiveerd is (RvS 27 oktober 2006, nr. 164.171 en RvS 27 juni 2007, nr. 172.821).

Gelet op het feit dat bij een visumaanvraag op grond van artikel 10, §1, eerste lid, 4° of 5° of artikel 10bis, §2 van de Vreemdelingenwet vereist wordt dat de aanvrager gezinshereniging, descendent van een derdelander, jonger is dan 18 jaar om zich bij zijn of haar ouder(s) te voegen, maakt de verzoekende partij niet aannemelijk dat de vaststelling dat zij 18 jaar of ouder is niet zou volstaan om het gevraagde visum te weigeren en dat hieromtrent nog een meer uitgebreide of andere motivering dient te worden gegeven of dat met andere omstandigheden eigen aan haar geval rekening diende te worden gehouden. Waar zij in de bestreden beslissing een motivering verwacht betreffende het ten laste zijn van haar vader, stelt de Raad vooreerst vast dat uit de stukken van het administratief dossier niet blijkt dat de verzoekende partij bij haar visumaanvraag enig stuk had voorgelegd waaruit blijkt dat zij ten laste is van haar vader, zodat het de verwerende partij geenszins ten kwade kan worden geduid hiermee geen rekening te hebben gehouden bij het nemen van de bestreden beslissing of hieromtrent niet te hebben gemotiveerd in de bestreden beslissing. Bovendien voorzien de artikelen 10 en 10bis van de Vreemdelingenwet niet in de mogelijkheid voor een meerderjarig kind ten laste om de ouder(s) derdelander(s) die verblijfsgechtigd zijn in België te voegen, zodat de verzoekende partij geenszins aantoonde dat het de verwerende partij toekwam in het kader van een onderzoek van een aanvraag gegrond op voormelde artikelen, rekening te houden met of te motiveren over het al dan niet (financieel) ten laste zijn als meerderjarige van haar vader enerzijds en over het feit dat haar familie zich in België bevindt anderzijds.

3.6.3. Een schending van de artikelen 2 en 3 van de genoemde wet van 29 juli 1991 wordt niet aannemelijk gemaakt. Evenmin toont de verzoekende partij met haar betoog een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel of enig ander beginsel van behoorlijk bestuur aan.

Het derde en het vierde middel zijn ongegrond.

4. Kosten

Gelet op het voorgaande past het de kosten van het beroep ten laste te leggen van de verzoekende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Artikel 1

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Artikel 2

De kosten van het beroep, begroot op 186 euro, komen ten laste van de verzoekende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op achtentwintig november tweeduizend negentien door:

mevr. N. VERMANDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

N. VERMANDER